

## Sécurité sanitaire et emploi : les difficultés du "en même temps"



Loïk Le Floch-Prigent évoque les enjeux de la sécurité sanitaire et du marché du travail en cette période de pandémie et notamment suite aux débats sur le cas de l'usine Lubrizol.

Avec Loïk Le Floch-Prigent

La pandémie de la Covid-19 a lourdement entamé l'économie nationale et la santé de nos concitoyens a conduit à des mesures contraignantes pour un grand nombre d'entreprises où les licenciements et les compressions de personnels vont faire souffrir un nombre important de familles dans les prochains mois. Le chômage partiel, le chômage technique, les arrêts maladie écartant des lieux de travail les personnes à risques ont atténué les difficultés individuelles, mais la charge collective va peser sur ce qui fonctionne et ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'industrie.

Un an après l'accident de Lubrizol, les industriels de la chimie annoncent leur programme de travail, en concertation avec l'Etat, et personne ne fait le lien entre le poids des mesures d'investissements et la compétitivité de notre appareil industriel. En fait, toutes ces mesures de protection des hommes et des femmes au travail et de respect de l'environnement sont parfaitement légitimes, mais elles ont un coût qui pèse sur la capacité de l'industrie à maintenir sa position compétitive, autrement dit la santé des travailleurs et des consommateurs se paie cher et si nos concurrents ne font pas la même démarche, il faut protéger notre secteur productif sur le marché intérieur et accepter les délocalisations sauf compensations pour l'exportation.

Cet exemple de la chimie illustre bien la nécessité d'un compromis entre la précaution maximale qui conduit à la disparition de notre appareil productif et le laisser-faire qui permettrait un redressement immédiat de notre compétitivité et qui explique le succès des pays asiatiques et surtout de la Chine devenue la première manufacture mondiale.

Lors de la pandémie on s'est aperçu que nombre de principes actifs de la chimie avaient déserté notre territoire national et plutôt que de s'interroger on a immédiatement demandé des relocalisations, comme si les industriels avaient « fauté » par manque de patriotisme ! Outre la politique anti-industrielle, les salaires élevés, les charges, les impôts, les industriels de la chimie sont mal vus par toutes les administrations, eau, air, sécurité au travail, sécurité pour les voisinages et utilisation des produits. La chimie est considérée comme un danger de quelque façon on en parle et les coûts d'investissements atteignent souvent le double de ce qui se fait dans d'autres pays, sans compter le temps passé par les dirigeants à répondre aux contrôles et aux mesures décidées toutes les semaines pour protéger la société française de ces « malfaisants ». Les normes et réglementations environnementales pour la chimie ont atteint un point où chacun se demande si la volonté réelle n'est pas de le faire démissionner. Si l'on faisait un référendum en France aujourd'hui, la très grande majorité risquerait de dire qu'ils ne souhaitent pas de « chimie » dans leur pays ! Or le nombre de sites chimiques est de l'ordre de 5000 en France avec 1293 dits « Seveso » déjà fortement encadrés et les nouvelles mesures décidées par le Gouvernement vont coûter 6 milliards sur six ans. Elles répondent à l'émotion, seront-elles efficaces, c'est moins sûr, mais ce coût sera répercuté sur les prix et les consommateurs français n'y seront pas sensibles et continueront à prendre le produit le moins cher, tandis que l'exportation sera de plus en plus difficile. Même si mes confrères acceptent la tête basse ces nouvelles contraintes elles

---

participent à la désindustrialisation française programmée depuis des dizaines d'années, que chaque mesure prise tend à accélérer. Le besoin de protéger les salariés et les consommateurs ne se discute pas, mais le maintien de notre appareil industriel est aussi un impératif vital et il n'est pas pris en compte, c'est suicidaire. L'industrie chimique ne résistera pas à tous ces chocs successifs : c'est ainsi que les principes actifs qui étaient produits à 80% en France il y a quarante ans ont émigré en Asie, c'est ainsi que la manufacture chinoise a été créée, c'est ainsi que notre dépendance se développe mettant en danger la santé de nos populations... au nom de la précaution de la santé. On voit bien qu'il faut raisonner globalement pour que la chimie française puisse se maintenir ! La plupart des grandes sociétés ont déjà été avalées par les entreprises étrangères, leur politique d'investissements n'a aucune raison de favoriser les implantations nationales et plus on aura des règles « nationales » rugueuses et des contrôleurs tatillons et soupçonneux, et plus la lente érosion de la chimie nationale continuera.

Il est temps, à mon sens, de décider un moratoire sur les normes et règlements environnementaux et réaliser un travail en profondeur sur les objectifs et les résultats obtenus. On se fait plaisir et on tue l'industrie car on ne prend pas en compte, d'une part la compétition et d'autre part la volatilité d'une réglementation évolutive qui, si on l'applique, ne satisfait jamais le contrôleur pointilleux. L'évaluation de la situation actuelle pour l'industrie chimique aurait du précéder de nouvelles mesures à 1 milliard par an, car cela frappe une industrie déjà malade et en voie de délocalisation. La fierté de satisfaire des électeurs anxieux pour leur santé risque de se fracasser sur les mêmes devenus chômeurs.